



FLASH DE CONJONCTURE



JANVIER 2021 - N°01/2021

SYNTHESE

L'activité économique nationale bénéficie de l'assouplissement des mesures restrictives de lutte contre la pandémie de la Covid-19 et de la poursuite des plans de riposte sanitaire et de soutien économique, social et humanitaire. En outre, en perspective de la maîtrise de la pandémie de Covid-19 au niveau mondial grâce à la vaccination des populations, l'environnement économique devrait se normaliser.

Au niveau sectoriel, à fin janvier 2021 et comparativement à la période correspondante de 2020, le secteur primaire enregistre une évolution contrastée selon les premières données disponibles. Les productions d'ananas et de coton graine sont inscrites en hausse tandis que celles de banane dessert et de sucre se contractent. Au niveau du secteur secondaire, la production industrielle et le BTP se renforcent au regard de l'évolution favorable des indicateurs avancés. Quant au secteur tertiaire, il affiche une reprise du chiffre d'affaires du commerce de détail, du transport maritime et du transport routier. S'agissant du transport aérien, le trafic de passagers accuse un retrait par rapport à janvier 2020 où la pandémie n'était pas encore déclarée.

Les prix à la consommation croissent de 2,3%, en relation avec le relèvement des prix des produits comestibles (+3,1%) et de ceux non comestibles (+1,9%).

A fin janvier 2021, le nombre de salariés du secteur privé formel augmente de 5,7%, continuant ainsi de bénéficier de l'effet de la régularisation des salariés non déclarés à la Caisse Nationale de Prévoyance Sociale (CNPS) intervenue dans le courant de l'année 2020. De même, l'effectif des salariés du secteur public progresse de 8,3%. Au total, le nombre de salariés du secteur formel s'accroît de 6,2%, en glissement annuel.

La situation des finances publiques est marquée par une hausse des recettes fiscales ainsi que des dépenses totales hors prêts nets de 14,4% et 26,0% respectivement. Le solde budgétaire ressort excédentaire de 142,4 milliards.

Concernant le commerce extérieur hors biens exceptionnels, les exportations et les importations en valeur se contractent respectivement de 4,9% et 24,9%. Il ressort de ces évolutions un excédent commercial de 340,8 milliards de FCFA. Les termes de l'échange s'améliorent de 7,2%, grâce au repli des prix à l'importation (-9,6%) plus prononcé que celui des prix à l'exportation (-2,7%).

La masse monétaire au sens large (M2) progresse de 17,6%, en lien avec l'accroissement des créances sur l'économie (+5,9% ; +434,7 milliards), des Créances nettes sur l'Administration Centrale (+42,2% ; +1 160,1 milliards) et des actifs extérieurs nets (+20,5% ; +522,1 milliards).

La place boursière régionale est marquée, au mois de janvier 2021, par une baisse des indices BRVM 10 et composite respectivement de 18,3% et 12,4%. La capitalisation totale de la place boursière augmente de 14,2%, sous l'effet conjugué de la hausse de 41,1% de la capitalisation du marché des obligations et du recul de 11,6% de celle du marché des actions.

CONTEXTE ECONOMIQUE

Au niveau mondial, l'économie devrait s'orienter vers une reprise en 2021, après une année 2020 difficile, marquée par la crise sanitaire et la récession économique qui en a découlé. Ce rebond s'expliquerait par une meilleure maîtrise de la pandémie grâce au lancement de la vaccination dans les différents pays suite à l'approbation de plusieurs vaccins.

La reprise varierait d'un pays à l'autre. Elle dépendrait de l'accès aux interventions médicales, de l'efficacité des mesures de soutien, de l'exposition aux effets de contagion entre pays et des caractéristiques structurelles avant Covid-19 de chaque pays.

Dans ce contexte, selon le FMI, l'économie mondiale devrait connaître une croissance de 5,5% en 2021, après une contraction de 3,5% en 2020.

Au niveau des pays avancés, le PIB devrait rebondir de 4,3% après un repli de 4,9% en 2020. Cette dynamique serait observée dans tous les pays. Ainsi, les PIB des Etats-Unis, du Royaume-Uni et de la zone euro devraient croître respectivement de 5,1%, 4,5% et 4,2% en 2021 après des contractions respectives de 3,4%, 10,0% et 7,2% en 2020.

Dans les pays émergents et pays en développement, le PIB devrait se redresser de 6,3%. Il bénéficierait, entre autres, d'un regain de 11,5% de l'activité en Inde et d'un renforcement du rythme de progression du PIB de la Chine qui se situerait à +8,1% après +2,3% en 2020. En Afrique Subsaharienne, la croissance du PIB devrait s'établir à +3,2% après un repli de 2,6%.

En ce qui concerne le PIB de l'Union Economique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA), il augmenterait de 5,8% en 2021.

Sur le marché des matières premières, après s'être redressé au mois de novembre 2020, le cours du cacao a baissé de 0,7% au mois de janvier 2021, en variation moyenne mensuelle. Ce repli est en lien avec le ralentissement de la demande de cacao fèves sur le marché

international. A l'inverse, le cours moyen du pétrole brut poursuit son redressement après sa forte chute au mois d'avril 2020 (-42,0%). Il s'accroît de 9,6% au mois de janvier, en variation mensuelle. Cette reprise serait due notamment à l'annonce d'une réduction de la production de l'Irak. Il en est de même des cours du coton (+38,3%), du café (+0,9%) et de l'huile de palme (+3,3%) qui maintiennent leur tendance haussière observée depuis le début du troisième trimestre 2020. S'agissant du cours du caoutchouc, il reste stable.

Quant à l'or, son cours se redresse de 0,4%, après s'être maintenu en repli aux mois de novembre et décembre 2020. Le cours du métal jaune est stimulé par son statut de valeur refuge.

En glissement annuel, les cours du cacao (-8,1%) et du pétrole brut (-13,8%) reculent. Par contre, ceux du café (+8,3%), du coton graine (+10,2%), du caoutchouc (+6,8%), de l'huile de palme (+29,3%) et de l'or (+19,6%) progressent.

Sur le marché des changes, comparé au mois précédent, l'euro reste stable face au dollar US au mois de janvier 2020. En revanche, la monnaie européenne se déprécie par rapport à la livre sterling (-1,5%) et au yuan renminbi (-1,1%). En glissement annuel, l'euro s'apprécie de 9,6% par rapport au dollars US.

Au plan national en 2021, malgré la recrudescence de la propagation de la Covid-19 observée en début d'année, l'environnement économique devrait se normaliser en lien avec la levée des mesures restrictives résiduelles de lutte contre la pandémie de Covid-19 qui reste conditionnée par l'efficacité de la vaccination. L'activité économique devrait également bénéficier de la poursuite de la mise en œuvre du plan de relance économique.

Au niveau sanitaire, face au regain de la pandémie à coronavirus, le Gouvernement a pris un ensemble de dispositions appropriées, notamment l'accroissement des capacités de prises en charge des personnes infectées.

S'agissant du Plan de relance économique, le Gouvernement envisage de poursuivre les opérations de soutien aux entreprises et aux populations affectées par la Covid-19. Ainsi, pour l'année 2021 :

- les grandes entreprises et les PME bénéficieront d'une dotation de 110 milliards dans le cadre du Fonds de soutien aux grandes entreprises (FSGE)

et du Fonds de soutien aux PME (FSPME) ;

- les acteurs du secteur informel percevront 30 milliards sous forme de subventions et de prêts directs ;
- le Fonds de Solidarité et de Soutien d'Urgence Humanitaire (FSS) bénéficiera d'une dotation de 40 milliards.

Réalisations du mois de janvier 2021 comparées à celles de janvier 2020, sauf indication contraire.

Valeurs en FCFA, sauf indication contraire.

1 SECTEUR REEL

En 2021, l'activité économique devrait retrouver son rythme de croissance d'avant Covid-19, en perspective de la maîtrise de la pandémie et l'exécution de mesures de relance économique.

1.1 Secteur primaire

Le secteur primaire enregistre une évolution mitigée de l'agriculture d'exportation au mois de janvier 2021. En effet, les productions de coton et d'ananas progressent respectivement de 6,1% et 37,0% tandis que celles de sucre et de banane dessert se contractent de 10,1% et 12,4% respectivement.

Dans l'ensemble, la production du secteur primaire en 2021 serait en recul aussi bien dans l'agriculture d'exportation que dans l'agriculture vivrière.

L'agriculture d'exportation se contracterait sous l'effet du recul des productions de cacao fèves et du café alors que les productions des autres cultures seraient en hausse. Ces dernières bénéficieraient, entre autres, de l'amélioration des rendements favorisée par l'utilisation de semences améliorées et de conditions climatiques favorables.

L'agriculture vivrière pâtirait du repli de la plupart des cultures excepté l'arachide, le fonio et le riz qui enregistreraient une augmentation de leurs productions. Par ailleurs, elle serait affectée négativement par les difficultés

d'approvisionnement en intrants enregistrées en 2020 du fait de la perturbation du commerce international et par les pertes de revenus des paysans découlant des difficultés de commercialisation rencontrées au cours de l'année 2020.

Tableau 1: Principales productions de l'agriculture d'exportation

(En tonnes)	1 mois 2020	1 mois 2021	Variation (%)
Ananas	5 831,7	7 991,2	37,0
Banane dessert	49 556,2	43 405,3	-12,4
Coton graine	121 778,3	129 170,8	6,1
Sucre	43 988,3	39 545,5	-10,1

Sources : DGE, OPA, MINADER

1.2 Secteur secondaire

Au mois de janvier 2021, les améliorations, en glissement annuel, de la consommation d'électricité de moyenne tension de 8,4% et des exportations de produits transformés de 29,1% en volume augurent d'un bon comportement de l'activité industrielle.

Dans la branche extractive, la division « extraction de minerais métalliques » se contracte à fin janvier 2021, avec les baisses respectives de la production d'or (-10,2%), de nickel (-21,7%) et de manganèse (-86,7%). De même, la production de diamant (-47,7%) chute en raison de l'impact de la situation sanitaire sur les activités minières.

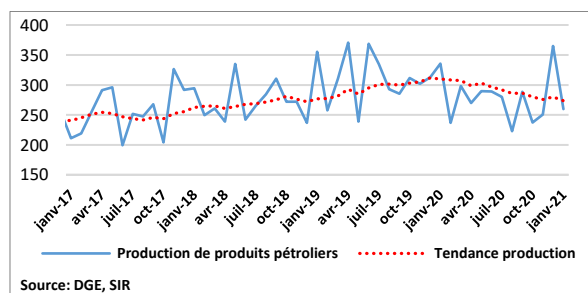
Quant à la division « extraction d'hydrocarbures », elle enregistre également une contraction de 18,2% de la production de

pétrole brut, consécutive à la déplétion naturelle de certains puits. De même, la production de gaz naturel connaît un léger recul de 0,4%.

L'extraction de pétrole brut pâtit de la faiblesse des prix qui a entraîné des reports d'investissements.

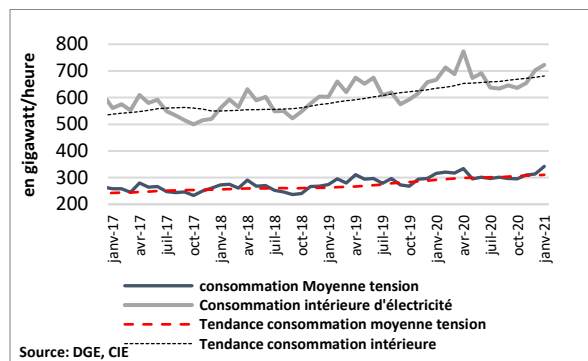
La production de produits pétroliers ressort en repli de 22,6%, en raison de la baisse des exportations (-25,1%) malgré la hausse de la consommation nationale (+3,9%).

Graphique 1 : Evolution de la production de produits pétroliers (en milliers de tonnes)



Au niveau de la branche électricité, la production nette augmente de 5,4%, portée par la vigueur de la consommation intérieure. Cet accroissement provient à la fois des productions de source hydraulique (+12,9%) et de source thermique (+1,9%).

Graphique 2 : Evolution de la consommation d'électricité



Les prévisions de l'année 2021 tablent sur une accélération de la production du secteur secondaire après le ralentissement observé l'année précédente. Cette évolution serait soutenue par le renforcement des activités des « industries manufacturières », « des industries de production et de distribution d'électricité, de gaz et d'eau » et du BTP. Par

contre, la branche « extraction d'hydrocarbures » maintiendrait sa tendance baissière observée en 2020. Selon les projections de la PETROCI, la production de pétrole brut se situerait à 9 908 875 barils en 2021 (27 148 barils/jour) contre 10 642 392 barils en 2020 (29 078 barils/jour), soit un repli de 3,9%. Quant à la production de gaz naturel, elle se contracterait de 10,7%.

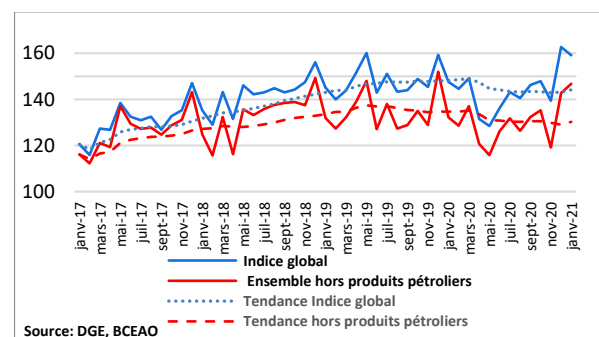
En 2021, le BTP continuerait de profiter de la poursuite des projets d'infrastructures contrariés par la crise sanitaire et du démarrage de nouveaux chantiers. Il s'agit notamment, de (i) la réhabilitation des Tours C, D et E de la cité administrative, (ii) la construction de la bibliothèque de la renaissance africaine, (iii) le projet "place de la Nation" constitué de deux tours de bureaux sur 3 ha, un centre commercial de 26 000 m² et un hôtel 5 étoiles.

1.3 Secteur tertiaire

Le secteur tertiaire continue de se redresser après les contreperformances enregistrées en 2020. Il tire profit de l'allègement des mesures de lutte contre la pandémie.

Au mois de janvier 2021, l'indice du chiffre d'affaires du commerce de détail progresse de 7,8%, porté par l'accroissement de toutes ses branches. Hors produits pétroliers, l'ICA s'est accru de 11,1%.

Graphique 3 : Evolution de l'indice du chiffre d'affaires du commerce de détail



Le transport routier serait bien orienté, en ligne avec la hausse de 8,7% de la consommation des carburants « super » et « gasoil ».

En dépit de la reprise progressive du transport aérien, le nombre de passagers commerciaux du mois de janvier 2021 accuse un retrait de 36,3% par rapport à la période correspondante de 2020 où la pandémie n'était pas encore déclarée. Ce repli est ressenti au niveau des trafics vers l'Europe, la CEDEAO et le Reste de l'Afrique qui baissent respectivement de 36,0%, 34,1% et 38,5%. Le trafic intérieur recule également de 14,5% et les trafics vers l'Amérique du nord n'ont toujours pas repris.

Concernant le transport maritime, le trafic global de marchandises augmente de 22,1% à fin janvier 2021 en lien avec la bonne performance enregistrée au niveau du port d'Abidjan (+26,5%) et celui de San Pedro (+3,7%). Le Port d'Abidjan affiche un accroissement du trafic national (+23,3%), du transbordement (+86,9%) et du transit (+36,9%). Au niveau du Port de San Pedro, la hausse est tirée par le trafic national qui augmente de 23,7% tandis que le transbordement chute de 83,6%.

1.4 Prix à la consommation

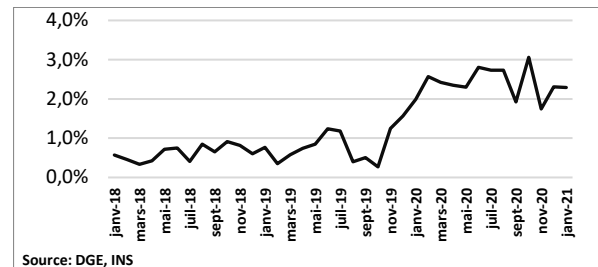
Les prix à la consommation augmentent de 2,3%, en glissement annuel au mois de janvier 2021. Ce renchérissement concerne les produits comestibles (+3,1%) et les produits non alimentaires (+1,9%).

La hausse des prix des produits comestibles est le fait de celles des « produits alimentaires et boissons non alcoolisées » (+3,2%) principalement des « tubercules et plantains » (+24,4%) et des fruits (+12,9%). Par contre, le prix des « boissons alcoolisées » (-0,1%) diminue.

Concernant les produits non comestibles, l'augmentation des prix est imputable notamment à ceux des branches « transports » (+2,8%), « restaurants et hôtels » (+2,6%), « articles d'habillement et chaussures » (+1,9%) et « logements, eau, gaz, électricité et autres combustibles » (+1,7%).

En termes d'origine, l'accroissement des prix provient aussi bien des prix des produits locaux (+2,8%) que des produits importés (+0,8%).

Graphique 4 : Evolution de la hausse des prix à la consommation en glissement annuel



1.5 Emploi

Sur le marché de l'emploi formel, le nombre de salariés progresse de 6,2% pour s'afficher à 1 114 861. Cette bonne performance est attribuable à la fois au secteur public (+8,3%) et au secteur privé (+5,7%) qui continuent de tirer profit de la régularisation des travailleurs qui n'étaient pas déclarés à la CNPS.

Par ailleurs, le marché du travail bénéficie du soutien du Gouvernement aux entreprises sinistrées du fait de la pandémie à coronavirus. En effet, cet appui et la relative maîtrise de la pandémie au plan national ont permis de préserver les emplois.

2 FINANCES PUBLIQUES

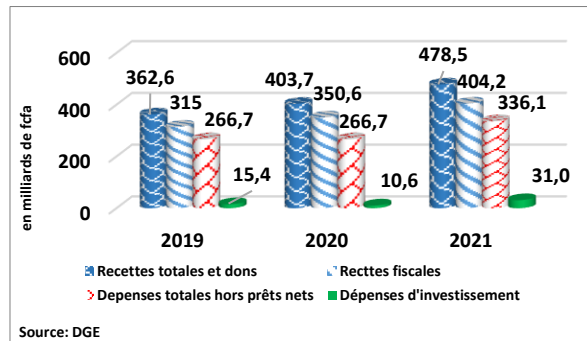
La situation des finances publiques est marquée par une hausse de 18,5% des recettes totales et dons pour s'établir à 478,5 milliards. Cet accroissement résulte de la progression des recettes fiscales et des recettes non fiscales respectivement de 14,4% (+50,9 milliards) et 47,2% (+23,8 milliards).

La bonne mobilisation des recettes fiscales est attribuable principalement aux droits et taxes à l'importation (+28,5 milliards) et aux impôts sur biens et services (+22,9 milliards).

Quant aux dépenses totales hors prêts nets, ils ont été exécutés à hauteur de 336,1 milliards, en hausse de 69,3 milliards par rapport au niveau de janvier 2020. Cette augmentation provient des dépenses d'investissement (+20,4

milliards) et de fonctionnement (+19,8 milliards), en raison de la reprise des grands projets d'investissement et de l'exécution des plans de riposte pour faire face à la pandémie du coronavirus.

Graphique 5 : Evolution des principaux agrégats des finances publiques à fin janvier



Il en résulte un solde budgétaire excédentaire de 142,4 milliards qui a contribué à prendre en charge le capital de la dette arrivée à échéance et à apurer 109,2 milliards de restes à payer sur une accumulation de 358,6 milliards au terme de la gestion de 2020.

Par ailleurs, pour les besoins anticipés de trésorerie, l'Etat a mobilisé sur le marché sous régional, des bons de trésor à hauteur de 91,5 milliards dont 61,0 milliards de bons de trésorerie.

3 COMMERCE EXTERIEUR

Au mois de janvier 2021, le commerce extérieur hors biens exceptionnels enregistre, en valeur, une baisse des importations et des exportations respectivement de 24,9% et 4,9%.

Les exportations subissent le fléchissement des ventes en valeur de **produits primaires** (-6,0%) et de **produits miniers** (-22,5%). En effet, les reflux des ventes de cacao fèves (-8,4%), de café vert (-95,6%), de pétrole brut (-45,8%) et de « produits pétroliers autre que le pétrole brut » (-34,0%) n'ont pas été compensés par l'accroissement des ventes de coton masse (+17,2%), de caoutchouc naturel (+6,4%) et de cacao transformé (+11,5%).

En ce qui concerne les **importations**, elles sont marquées par la contraction des achats en valeur de **biens d'équipement** (-2,3%) et de

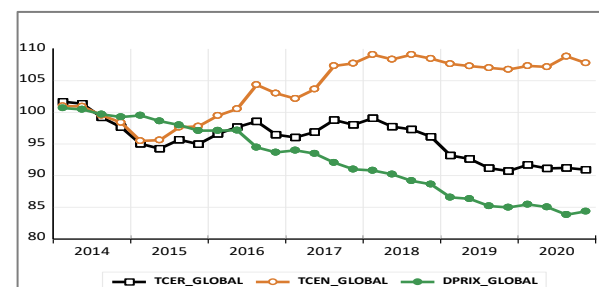
biens intermédiaires (-63,5%). Les achats concernés par ces replis sont notamment le pétrole brut et les machines électriques.

En revanche, les achats de **biens de consommation** augmentent de 1,5% en valeur, malgré la baisse des importations de riz (-14,8%), de « matières plastiques et ouvrages en ces matières » (-2,3%), de « viandes et abats comestibles » (-12,6%) et de blé tendre (-46,5%). En effet, les achats de biens de consommation enregistrent la hausse des importations de « produits pétroliers autres que le pétrole brut » (+37,6%), de « poissons frais » (+36,9%) ainsi que de « fruits et légumes frais et secs » (+14,5%).

Il découle de ces évolutions un excédent commercial hors biens exceptionnels de 340,8 milliards contre 241,1 milliards au mois de janvier 2020. En outre, les termes de l'échange s'améliorent de 7,6% sous l'effet d'une baisse des prix à l'importation (-9,6%) plus prononcée que celle des prix à l'exportation (-2,7%).

Concernant le taux de change effectif réel (TCER) au 4^{ème} trimestre 2020, il s'est déprécié de 0,8% par rapport au 3^{ème} trimestre 2020, sous l'effet d'une baisse du Taux de Change Effectif Nominal de 0,9% et d'une hausse de 0,2% du différentiel de prix.

Graphique 6 : Evolution trimestrielle du taux de change effectif réel



Source : BCEAO ; DGE

Ainsi, l'économie ivoirienne a enregistré un gain de compétitivité. Toutefois, comparé au 4^{ème} trimestre 2019, une perte de compétitivité est enregistrée avec un TCER en accroissement de 1,3%.

4 SITUATION MONETAIRE ET FINANCIERE

La situation monétaire et financière est caractérisée au mois de janvier 2021 par une hausse du financement intérieur et par une préférence accrue pour les obligations.

4.1 Situation monétaire

Sur le marché monétaire, les conditions de financement restent accommodantes, grâce au maintien, depuis le 24 juin 2020, des taux directeurs à leurs niveaux les plus bas. Ainsi, le taux d'intérêt minimum de soumission aux opérations d'open market est resté fixé à 2,0% et le taux de pension à 4,0%.

Dans ce contexte, la masse monétaire au sens large (M2) progresse de 17,6%, en lien avec l'accroissement des créances intérieures de 15,8% (+1 594,8 milliards) et des actifs extérieurs nets de 20,5% (+522,1 milliards).

L'expansion de la quantité de monnaie en circulation a été également perceptible dans l'accroissement de la circulation fiduciaire (+25,5% ; +660,5 milliards), des dépôts transférables (+18,3% ; +858,9 milliards) ainsi que des autres dépôts inclus dans la masse monétaire (+10,6% ; +369,1 milliards).

Concernant les activités des banques, le montant global des nouvelles mises en place de crédits ordinaires ressort en hausse de 2,7% (+11,0 milliards) comparé à leur niveau de fin 2020. Les augmentations enregistrées au niveau des crédits à la consommation (+71,1 milliards), des crédits immobiliers (+13,9 milliards) et des crédits à l'exportation (+6,1 milliards) ainsi que des crédits d'équipement (+4,5 milliards) sont amoindries par le recul des crédits de trésorerie (-69,8 milliards) et des crédits destinés à diverses utilisations (-14,7 milliards).

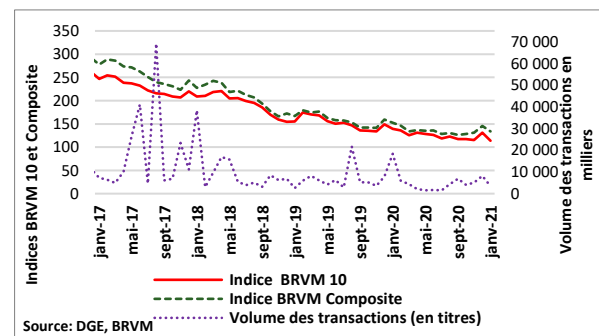
Par ailleurs, la durée moyenne des crédits ordinaires en janvier 2021 s'établit à 17,3 mois

en diminution de 1,5 mois, en glissement annuel.

4.2 Marché boursier

Les indices de références du marché boursier régional maintiennent leur tendance baissière au mois de janvier 2021. Les indices BRVM 10 et BRVM Composite fléchissent de 18,3% et 12,4% respectivement, sous l'effet de la contre-performance enregistrée au niveau de la plupart des indices sectoriels, notamment ceux des secteurs du transport (-29,7%), des services publics (-23,6%) et de la distribution (-14,0%).

Graphique 7 : Indicateurs du marché boursier de l'UEMOA



Ainsi, la capitalisation du marché des actions se contracte de 11,6%. Toutefois, grâce à l'accroissement de la capitalisation du marché des obligations de 41,1%, la capitalisation boursière affiche une hausse de 14,2%.

En ce qui concerne les transactions, le volume transigé baisse de 81,4% tandis que la valeur transigée augmente de 74,9%. La BRVM enregistre au mois de janvier 2021, un PER¹ moyen de 11,07 et un taux de rendement moyen de 8,10%.

En conclusion, les premières données disponibles vont dans le sens de la reprise de l'activité économique prévue en 2021, principalement dans le secteur tertiaire. Le recours de l'Etat au financement bancaire reste important, cependant, un effet d'éviction n'est pas à craindre, en raison de la disponibilité de

¹ Price Earning Ratio : ratio boursier correspondant au rapport entre la valeur en bourse d'une entreprise et ses profits

la liquidité liée à l'assouplissement des conditions de financement des banques.

La consolidation du rebond au plan international et national est dépendante de l'efficacité des vaccins approuvés qui permettra de maîtriser la pandémie. En effet, les nouvelles vagues d'infection et de nouveaux variants du virus, l'imposition de nouveaux confinements, les difficultés logistiques de la distribution des vaccins et l'incertitude entourant leur acceptation suscitent des inquiétudes quant aux perspectives.

Tableau de bord

	Janv.-20	juil.-20	août-20	sept-20	oct-20	nov-20	déc-20	janv.-21	Variations en glissement (cumul de la période)
INTERNATIONAL									
Cours du Pétrole brut	7,1%	-32,4%	-24,1%	-34,9%	-32,7%	-32,4%	-25,6%	-13,8%	-13,8%
Cours du cacao	15,0%	-13,0%	7,0%	6,7%	-5,9%	-6,4%	-1,5%	-8,1%	-8,1%
Cours de l'euro par rapport au dollar	-2,8%	2,2%	6,3%	7,2%	6,5%	7,1%	9,5%	9,6%	9,6%
ACTIVITE NATIONALE									
Primaire									
Agriculture d'exportation									
Cacao (données trimestrielles)	nd	nd	nd	42,4%	nd	nd	1,4%	nd	nc
Café (données trimestrielles)	nd	nd	nd	-75,7%	nd	nd	580,0%	nd	nc
Coton	7,0%	nc	nc	0,0%	nc	nc	12,9%	6,1%	6,1%
Anacarde	nd	38,8%	94,1%	950,0%	1281,6%	17916,2%	0,0%	nc	nc
Secondaire									
IHPI global	1,8%	-6,1%	0,2%	4,9%	2,5%	0,4%	-0,7%	nd	nc
IHPI hors extraction	-0,8%	-2,8%	6,4%	7,5%	3,8%	2,1%	0,6%	nd	nc
<i>Industrie manufacturière</i>	-1,3%	-3,6%	6,1%	7,4%	3,1%	1,9%	0,1%	nd	nc
<i>Electricité, gaz</i>	3,5%	3,9%	9,4%	8,0%	9,3%	3,5%	4,1%	nd	nc
BTP	18,1%	-0,5%	5,1%	3,7%	-18,1%	-57,9%	10,3%	nd	nc
Production d'électricité	3,1%	3,6%	9,7%	8,3%	9,6%	3,1%	3,7%	5,4%	5,4%
Production de produits pétroliers	-5,4%	-16,3%	-23,9%	1,1%	-23,9%	-17,1%	16,7%	-22,6%	-22,6%
Pétrole brut	-19,8%	-22,0%	-18,1%	-13,0%	-10,7%	-7,1%	-7,2%	-18,2%	-18,2%
Gaz naturel	1,8%	-4,8%	8,1%	11,4%	13,1%	-0,5%	-1,7%	-0,4%	-0,4%
Tertiaire									
Indice du Chiffre d'Affaires (ICA)	1,7%	-5,2%	-1,9%	1,5%	-0,6%	-4,1%	2,2%	7,8%	7,8%
Trafic global maritime	-22,3%	-1,3%	1,7%	-2,7%	5,1%	-0,9%	8,3%	22,1%	22,1%
Total voyageurs aérien	-1,0%	-83,7%	-67,2%	-57,9%	-52,3%	-60,4%	-40,7%	-36,3%	-36,3%
Transport ferroviaire (trafic de marchandise)	1,3%	-31,3%	-10,9%	14,3%	9,4%	21,8%	18,0%	nd	nc
Echanges extérieurs									
Exportation en volume	-11,4%	-17,9%	5,9%	7,7%	14,0%	-19,8%	2,9%	-11,1%	-11,1%
Importation en volume	4,6%	-3,1%	20,0%	1,3%	31,4%	46,5%	55,7%	-24,3%	-24,3%
Exportation en valeur (hors biens exceptionnels)	20,6%	-14,6%	-6,9%	6,0%	2,6%	-2,3%	8,9%	-4,9%	-4,9%
Importation en valeur (hors biens exceptionnel)	-6,9%	-3,0%	6,9%	-8,6%	5,4%	5,8%	15,8%	-24,9%	-24,9%
Solde commercial (en milliards CFA)	241,12	-140,80	-53,19	-37,64	22,24	229,22	274,01	340,78	340,78
Financement									
Masse Monétaire (M2)	11,6%	17,2%	18,2%	18,7%	21,9%	15,1%	21,1%	17,6%	17,6%
Actifs Extérieurs Nets	40,7%	41,7%	57,7%	49,6%	37,1%	27,2%	25,7%	20,5%	20,5%
Créances intérieures	6,3%	7,5%	9,9%	9,8%	15,3%	10,4%	17,6%	15,8%	15,8%
Créances nettes sur l'Administration Centrale	17,2%	4,0%	15,6%	21,7%	36,1%	33,9%	40,0%	42,2%	42,2%
Créances sur l'économie	2,7%	8,9%	7,5%	4,9%	7,1%	1,4%	9,2%	5,9%	5,9%
BRVM composite	-8,3%	-18,2%	-14,7%	-11,3%	-9,6%	-7,6%	-8,7%	-12,4%	-12,4%
Finances publiques									
Recettes totales & Dons	11,3%	6,5%	15,8%	12,9%	9,5%	6,5%	21,9%	18,5%	18,5%
Dépenses totales & Prêts nets	0,0%	0,5%	63,0%	55,5%	47,8%	29,4%	33,0%	26,0%	26,0%
Investissement public	-30,9%	-13,7%	139,1%	112,5%	178,3%	9,7%	33,0%	191,9%	191,9%
Solde budgétaire global (niveau en milliards)	136,96	-170,31	-225,68	-162,72	-199,56	-290,49	-93,83	142,4	142,4
Prix à la consommation									
Indice harmonisé des prix à la consommation	2,0%	2,7%	2,7%	1,9%	3,1%	1,7%	2,3%	2,3%	2,3%
Indice des biens alimentaires	3,8%	4,4%	4,6%	2,3%	5,0%	2,1%	2,8%	3,2%	3,2%
IHPC hors biens alimentaires	1,2%	2,0%	2,0%	1,8%	2,2%	1,6%	2,1%	1,9%	1,9%
Emploi									
Salariés secteur formel	2,9%	2,5%	4,9%	6,0%	6,5%	5,6%	6,1%	+6,2%	6,2%
Salariés secteur formel privé	2,4%	1,7%	4,6%	5,6%	6,0%	4,7%	5,5%	+5,7%	5,7%

nd : non disponible

nc : non calculé

Direction Générale de l'Economie
 Direction des Prévisions, des Politiques
 et des Statistiques Economiques (DPPSE)
 Tel : (+225)2720200958 - 04 BP 650 Abidjan 04

Pour en savoir plus :
 Sous-Direction de la Conjoncture
 Email : sd.c.dppse@dge.gouv.ci
 Tel : +(225)2720200924/2720200925